

La condamnation plutôt tiède dirigée contre le Portugal ne va pas tout à fait aussi loin que nous l'avions espéré. J'espère que, dans un avenir assez rapproché, les membres du Commonwealth, surtout ceux qui font partie de l'OTAN, useront de leur influence pour faire en sorte que ne soient pas fournies au Portugal des armes venant des pays du Commonwealth ou de l'OTAN, car il est impossible de nous assurer qu'elles ne servent pas à la cruelle répression pratiquée en Angola.

Je me réjouis de l'appui retentissant des Nations Unies par la conférence du Commonwealth. Je suis content de voir que l'on a préconisé le règlement de l'affaire de Chypre dans le cadre de l'ONU. Cette attitude marque un grand progrès sur celle d'il y a quelques mois, car on voulait alors que la question soit réglée par le Commonwealth lui-même ou par l'OTAN. A mon sens, si l'on veut s'occuper de ces questions et procéder à des opérations internationales de maintien de la paix, on doit œuvrer dans le cadre des Nations Unies. Je suis certain que nous sommes tous heureux que la conférence des premiers ministres ait fait ressortir cette nécessité.

J'espère, moi aussi, monsieur l'Orateur, que nous obtiendrons du premier ministre des éclaircissements sur le passage du communiqué où il est dit que les membres du Commonwealth accordent leur sympathie et leur appui à la Malaysia dans son désir de conserver son indépendance souveraine et son intégrité. J'aimerais savoir si cet appui sera d'ordre militaire, ce qu'il entraînera, car, ici encore, il me semble que, tout désireux que nous sommes de protéger la Malaysia, ou toute autre partie du Commonwealth, ou tout autre pays du monde, contre l'agression, les mesures en ce sens doivent être prises dans le cadre des Nations Unies, si on veut qu'elles soient efficaces et qu'elles renforcent les Nations Unies au lieu de les affaiblir.

La conférence a étudié la question du Sud-Est asiatique. Le communiqué déclare qu'on a débattu la grande importance qu'a la Chine pour le Sud et le Sud-Est de l'Asie, ainsi que la question des relations avec la Chine et de son entrée aux Nations Unies. Je regrette qu'en formulant aujourd'hui son exposé, le premier ministre ait jugé à propos de faire des réserves sur l'idée d'un Commonwealth appuyant l'admission de la Chine aux Nations Unies. Le premier ministre avait bien raison, tout autant que la conférence, de dire que nous devrions travailler à faire obtenir à la Chine continentale un siège aux Nations Unies, puisqu'on reconnaît qu'il est impossible de tenir à l'écart de la communauté mondiale un quart de la population de la terre et

qu'on ne peut de façon permanente frapper d'ostracisme une nation de cette importance.

Aujourd'hui, le premier ministre a mentionné les difficultés qu'éprouve la Chine nationaliste, mais, à mon sens, ce n'est pas là le problème principal auquel notre pays a à faire face. Nous avons bien raison de dire que le gouvernement nationaliste de la Chine, qui est maintenant, en pratique, le gouvernement de Formose, doit aussi être reconnu, *de jure* et *de facto*, comme le gouvernement de Taiwan. Mais si la Chine continentale est disposée à entrer aux Nations Unies à titre de gouvernement, *de jure* aussi bien que *de facto*, de la Chine continentale, à accepter la charte des Nations Unies et à s'y conformer, nous devrions alors insister pour la faire admettre aux Nations Unies et commencer en accordant à la Chine communiste la reconnaissance diplomatique.

Il me semble que rappeler constamment quelles sont les difficultés plutôt que d'énoncer un principe, affaiblit notre position. Si le gouvernement du Canada était disposé à dire publiquement que nous trouvons que la Chine continentale devrait (1) être reconnue et (2) obtenir un siège aux Nations Unies pour représenter la population de la Chine continentale, et uniquement la Chine continentale—si la Chine continentale était disposée à entrer aux Nations Unies à ces conditions et à se conformer aux décisions des Nations Unies—et que nous sommes disposés à appuyer son admission dans ces conditions, il me semble que cette façon d'aborder les choses serait beaucoup plus constructive que de soulever constamment les mêmes objections.

Je suis sûr que tous les honorables députés de la Chambre approuveront les mesures projetées en vue d'aider les pays du Commonwealth en voie de développement dans les domaines de l'éducation, de la formation médicale et de la formation de personnel administratif, qui compte parmi les grands besoins de nombre de ces pays en voie d'expansion, et approuveront les mesures visant à assurer une assistance technique en formant le personnel requis dans le domaine technologique pour permettre à ces pays d'accroître leurs niveaux de vie.

La plupart de ces nations émergentes ont grand besoin d'un commerce accru et d'un accès plus facile aux marchés des autres pays du Commonwealth, notamment pour les matières premières. Ils ont surtout besoin de capital, c'est-à-dire d'équipement social, et de capitaux dans le domaine de l'écoulement et de ressources, capital provenant d'autres gouvernements et du secteur privé, afin de pouvoir mettre en valeur leurs ressources et